

l'Europe centrale et orientale. Cette balkanisation, suivant le principe démocratique de la libre disposition des peuples, créait, dans les faits, une oppression des minorités. L'atomisation politico-économique de l'Europe centrale et orientale, accentuée entre les deux guerres par la rivalité de nouveaux États «nationaux», dont aucun n'était exempt de la présence de plusieurs nationalités sur son territoire, favorisait l'accroissement de l'influence des puissances directement intéressées; celles de l'Allemagne et de la Russie soviétique. Opposés, déchirés et désunis entre eux, les nouveaux États nationaux sont devenus à tour de rôle les victimes ou les satellites de ces deux puissances.

Les leçons du passé commun ou similaire n'ont pas conduit ces pays vers une réunion démocratique, volontaire et rationnellement nécessaire, mais bien vers le renversement de la situation ante: les anciennes nations «dominantes» sont devenues, dans la plupart des nouveaux États, des «dominées» en tant que minorités.

Les socialistes et la question nationale

A la suite de la Seconde Guerre mondiale, dont les causes sont liées de façon organique à la situation issue de la Première Guerre, les pays de l'Est, devenus socialistes suivant le modèle soviétique, n'ont pas été capables de résoudre les problèmes nationaux. Du point de vue de la théorie marxiste, la question nationale est considérée comme l'apanage de la société capitaliste. La bourgeoisie nationale la maintient et la nourrit pour mieux consolider la cohésion de l'appareil oppresseur, celle de l'État. Dans la société socialiste, caractérisée avant tout par l'expropriation (étatisation) collective des moyens de production, la question nationale disparaîtra comme un problème spécifiquement bourgeois.

Or il est un fait que les pays socialistes, malgré des indications doctrinales claires, sont incapables de surmonter les problèmes nationaux. Il suffit de mentionner le contentieux serbo-croate, les antinomies entre Tchèques et Slovaques, la question macédoine entre la Bulgarie et la Yougoslavie ou le sort de la minorité hongroise en Transylvanie. En outre, certains pays comme la Roumanie, sous prétexte de socialisme, dépassent même les méthodes et la politique discriminatoire pratiquées entre les deux guerres mondiales par les gouvernements «bourgeois» envers les minorités nationales.

Suite à la Conférence de Belgrade à l'été de 1978 sur la sécurité et la coopération en Europe, les problèmes des droits de l'homme dans les pays de l'Est et en URSS en particulier, ne cessent d'animer

l'intérêt de l'opinion publique de l'hémisphère occidental.

Depuis quelques mois, l'opinion publique occidentale vient de découvrir que des peuples entiers subissent le sort qu'on croyait réservé à certains individus. Cette opinion publique découvre et constate que les systèmes politiques déclarés socialistes, utilisent la doctrine marxiste et l'omniprésence de l'État entre les mains d'un parti unique pour bafouer les droits des peuples à mener une vie collective, au moins au niveau de la culture et de la langue nationale. Il va de soi, d'après la logique la plus élémentaire, que si les droits et libertés individuels ne sont pas respectés, les mêmes droits au niveau des minorités et des collectivités ne le seront pas non plus.

Le coup d'envoi fut donné par l'écrivain dissident roumain Paul Goma, au cours d'une conférence de presse en décembre 1977 à Francfort en Allemagne fédérale. Le jeune écrivain roumain, qui a passé une partie de sa vie dans les camps, a livré un témoignage vibrant sur la violation des droits des minorités dans la Roumanie socialiste d'aujourd'hui. Invité par le «Komite für Menschenrechte in Rumänien», (Comité pour les droits de l'homme en Roumanie) et par «Gesellschaft für Menschenrechte», (Société des droits de l'homme), il avait dressé un tableau sombre du sort réservé aux minorités de l'État roumain et tout particulièrement du sort de la minorité hongroise. Il convient de souligner que la Roumanie d'aujourd'hui compte quelques 300 000 Allemands et des groupes ethniques ukrainien et serbe.

Les journaux et revues les plus influents et prestigieux de l'Europe occidentale ouvrent leurs colonnes aux problèmes de la minorité hongroise de Transylvanie. Parmi les journaux et revues il convient de mentionner le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Der Spiegel*, *L'Express*, *Die Welt*, etc.

Un auteur français n'hésite pas à qualifier la politique du gouvernement roumain comme un véritable «génocide culturel». Dans l'édition internationale de *L'Express* du 28 octobre 1978, le terme «ethnocide» est utilisé par le journaliste E. Bailby qui a étudié la question sur le terrain. D'après le témoignage obtenu auprès du poète socialiste G. Illyés de Hongrie, lauréat du prix littéraire européen en 1967, «l'ethnocide» s'applique bien. Le poète accuse le gouvernement, le Parti communiste roumain et tout particulièrement le secrétaire général N. Ceaucescu, de «procéder au nom du socialisme à la liquidation de la culture hongroise de Transylvanie».